

Non à l'implication de l'industrie française et de l'Etat dans la destruction de l'Amazonie, « poumon vert » de notre planète.

Exposé des motifs

Les écologistes réaffirment leur forte opposition aux projets de grand barrages en Amazonie, dont Bella Monte qui devrait être le **3ème plus grand barrage du monde** et leur soutien aux populations touchées, actuellement très mobilisées.

Les interrogations des écologistes renvoient d'abord à la faisabilité et à l'intérêt de cette méga-construction. Elles portent ensuite sur la fiabilité tant des études estimant la quantité d'énergie produite que de celles sur les conséquences sur l'environnement, la sécurité alimentaire et les populations autochtones dont la consultation n'a pas été dûment menée. Elles concernent enfin les aspects judiciaires, le financement et les contributions européennes, ainsi que la responsabilité des entreprises européennes et françaises.

Les écologistes dénoncent l'implication de l'Etat dans les grands barrages amazoniens ayant **un impact écologique considérable** par le biais de compagnies dont il possède une part du capital :

- GDF-Suez (36 % de parts de l'Etat) qui est **actionnaire à 50,1% de la construction du barrage de Jirau au Brésil**, GDF SUEZ a été nommée au **Public Eye Awards 2010** couronnant l'entreprise la plus irresponsable en matière d'environnement

- Alstom (dont l'Etat détient **20% des droits de vote**) fournira les turbines du complexe de barrages de Belo Monte pour un contrat juteux de 500 millions d'euros. Alstom qui affirme, dans son code éthique, intégrer l'impact sur l'environnement dans les critères de ses décisions importantes et s'associe avec le Brésil pour **construire un barrage qui viole tous les principes érigés dans son code éthique.**

Et surtout EDF, (84% de parts de l'Etat) qui veut construire le barrage de Sinop, sur le fleuve Teles Pires.

Motion

Les écologistes réaffirment leur forte opposition aux projets de grand barrages en Amazonie, dont Bella Monte qui devrait être le 3ème plus grand barrage du monde et leur soutien aux populations touchées, actuellement très mobilisées.

- **A l'occasion du 8 décembre, Journée Internationale du Climat, EELV appelle à une manifestation devant le siège d'EDF à la Défense :**

- **pour dénoncer l'implication de l'Etat et de l'industrie française à la destruction de l'Amazonie. pour demander au chef de l'Etat et au gouvernement de ne plus engager la France dans des projets industriels irrespectueux du Droit International.**

- **Pour soutenir les droits des peuples autochtones qui protègent les forêts du monde contre les exploitations extractives et notamment les droits du peuple autochtone Kichwa de Sarayaku en Equateur, aujourd'hui encore menacés**

Pour : beaucoup ; contre : 1 ; blancs : 8